

## Rapport n°2017-III-2

RESSOURCES HUMAINESCRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT ET MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL**1. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**

Conformément à l'article L 5721-9 du code général des collectivités territoriales, les services d'un syndicat mixte associant exclusivement des collectivités territoriales ou des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition de ses collectivités ou établissements membres, pour l'exercice de leurs compétences .

Le Syndicat Mixte ne disposant pas de personnel dédié pour réaliser cette mission, la conduite d'opération et l'assistance à maîtrise d'ouvrage du projet du 4ème quai du port du Légué est actuellement assurée par les agents du Département (Direction des Infrastructures – service Grands Travaux).

Lors de la séance du 24 mars 2017, nous avons délibéré en faveur de la signature d'une convention entre le Syndicat mixte du Grand Légué et le Département des Côtes d'Armor pour la valorisation de la mise à disposition d'agents.

Les conditions de la mise à disposition du personnel doivent toutefois être précisées à la demande du Département.

La convention prévoyait initialement de compenser financièrement, à hauteur d'un agent ETP de catégorie B, les missions de conduite d'opération actuellement réalisées par le Département

Une nouvelle convention est soumise à votre approbation.

Elle détaille plus précisément les postes du personnel départemental mis à disposition du syndicat mixte du Grand Légué pour mener à bien les missions qui leur sont confiées pour la conduite d'opérations dans le cadre de la réalisation d'un 4ème quai au port du Légué :

- Un technicien maritime du service des Grands Travaux de la Direction des Infrastructures du Département des Côtes d'Armor à raison de 0,6 ETP
- Le Chef du service Grands Travaux à raison de 0,08 ETP
- Le Directeur des Infrastructures à raison de 0,02 ETP

Cette convention précise également les dispositions financières : une compensation financière annuelle est prévue par la convention arrêtée à la somme forfaitaire de 40 522 €.

La présente convention prendra effet au 1<sup>er</sup> juillet 2017 jusqu'à l'achèvement des travaux de réalisation du 4ème quai de commerce au Port du Légué.

La mise à disposition des autres services supports s'effectue à titre gracieux pour toute la durée de la présente convention.

## 2. CRÉATION D'UN POSTE BUDGÉTAIRE

Envoyé en préfecture le 28/12/2017

Reçu en préfecture le 28/12/2017

Affiché le

ID : 022-200041648-20171218-2017\_III\_02-DE

Par ailleurs, nous avons décidé lors de notre dernière assemblée, la création d'un poste de Direction à temps complet pour reprendre les missions d'encadrement du Syndicat mixte et les missions exercées par Madame Chevalier dans le cas d'un départ éventuel.

Le poste de catégorie B étant conservé, il vous est proposé de créer un poste de catégorie A à temps non complet (0,5 ETP) pour assurer les missions de direction et d'encadrement du Syndicat mixte. Ce recrutement serait effectif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et se ferait soit par un recrutement externe propre au Syndicat Mixte dans le cadre d'un contrat à durée déterminée, soit par une mise à disposition d'un agent par une des collectivités adhérentes afin d'assurer les missions de direction et d'encadrement du Syndicat mixte.

Le ou la Directeur (ice) aura en charge le pilotage et l'animation du syndicat mixte, en relation étroite avec les élus et les services des trois collectivités membres (voir fiche de poste ci-jointe).

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget primitif 2018 du Syndicat mixte.

Dans l'attente du recrutement de l'agent de catégorie A, les services du Département continuent à être mis gracieusement à disposition pour les tâches d'appui et d'expertise auprès du Syndicat mixte.

**En conséquence, je vous propose de m'autoriser :**

**A signer** la convention de mise à disposition passée entre le syndicat mixte du Grand Légué et le Département des Côtes d'Armor jointe en annexe de cette délibération ;

**A créer** pour l'exercice 2018 un poste budgétaire de catégorie A à temps non complet (0,5ETP) (soit par un recrutement externe propre au Syndicat Mixte en contrat à durée déterminée, soit par mise à disposition d'un agent par une des collectivités adhérentes) et à procéder au recrutement dans les conditions précitées.

Le Président du Syndicat mixte

M. Alain CADEC

## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES**

Entre :

**Le Département des Côtes d'Armor, représenté par son Président ;**

Et

**Le Syndicat Mixte du Grand Légué, représenté par son Président.**

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 5721-9 ;*
- *Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires*
- *Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63*
- *Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux*
- *Vu les statuts du Syndicat Mixte du Grand Légué approuvé par arrêté préfectoral du 26 décembre 2016, et en particulier ses articles 2, 4 et 9*

Il est convenu ce qui suit.

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

Dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, la présente convention a pour objet, conformément à l'article L 5721-9 du code général des collectivités territoriales, de préciser les conditions et les modalités de mise à disposition de certains services du Département des Côtes d'Armor.

Cette mise à disposition s'effectuera au profit du Syndicat Mixte du Grand Légué dont le Département des Côtes d'Armor est membre majoritaire, dans la mesure où ces services sont nécessaires à l'exercice des missions suivantes déclinées à l'article 2 des statuts du syndicat mixte relatif à son périmètre et à son objet, à savoir :

*« Le périmètre du Syndicat mixte correspond, pour la gouvernance et la maîtrise d'ouvrage, à un périmètre fonctionnel, identifié par un plan de référence précisant les orientations de développement du port et pour la mission de gestion, aux limites administratives du port de plaisance de Saint-Brieuc Le Légué et de la réparation navale. Sur ce périmètre fonctionnel et physique, le Syndicat Mixte remplit trois missions :*

### **Gouvernance**

- *Organiser la mise en œuvre et l'actualisation du projet de développement du Légué défini dans le cadre d'un Plan de référence ;*
- *Assurer le pilotage de tout projet y concourant, dans un cadre de concertation entre les partenaires ;*

- Identifier les opérations d'investissement s'inscrivant dans son périmètre et en définir la maîtrise d'ouvrage ainsi que le financement.
- Coordonner les stratégies de développement des activités culturelles, sportives, touristiques et d'aménagement du territoire.

### **Maîtrise d'ouvrage**

- Assurer la maîtrise d'ouvrage du quatrième quai du port de commerce
- Assurer, sur proposition et après accord des trois membres, la maîtrise d'ouvrage d'autres opérations qualifiées de transversales conformément à l'article 11.2 ci-dessous. Le Syndicat Mixte a ainsi vocation à se substituer à la Région, au Département et à la communauté d'agglomération dans leurs droits et obligations de maître d'ouvrage pour les opérations qu'il décidera de porter en maîtrise d'ouvrage. Pour tout projet hors de la construction du 4<sup>e</sup> quai, une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage sera signée par les collectivités disposant de la compétence pour en préciser la portée.

### **Gestion**

- Exercer par transfert de compétence de la Région, l'autorité portuaire, la gestion et le développement du port de plaisance de St Brieuc Le Légué dans son périmètre actuel et ses extensions ainsi que de la réparation navale. Les membres conviennent que le Syndicat mixte reprend l'ensemble des obligations contractuelles du contrat de délégation de service public passé avec la Chambre de commerce des Côtes d'Armor délégataire du port de plaisance.

*A terme, si les collectivités membres le décident, le Syndicat Mixte pourra également assurer la gestion d'autres équipements transversaux.»*

### **Article 2 – Services et moyens mis à disposition**

Un technicien maritime du Service des Grands Travaux de la Direction des Infrastructures du Département des Côtes d'Armor est mis à disposition du Syndicat Mixte du Grand Légué à raison de 0,6 ETP pour mener à bien les missions qui lui sont confiées pour la conduite d'opérations dans le cadre de la réalisation d'un 4<sup>e</sup> quai au port du Légué.

Le Chef du service Grands Travaux est également mis à disposition du syndicat mixte du Grand Légué à raison de 0,08 ETP pour réaliser la conduite d'opérations dans le cadre de la réalisation d'un 4<sup>e</sup> quai au port du Légué en lien avec le technicien.

Le Directeur des Infrastructures est également mis à disposition du syndicat mixte du Grand Légué à raison de 0,02 ETP pour mener à bien l'encadrement de la conduite d'opération.

### **Article 3 – Situation des agents exerçant leurs fonctions dans les services mis à disposition**

La situation administrative des agents mis à disposition auprès du Syndicat Mixte du Grand Légué continue à être gérée par le Département des Côtes d'Armor, en ce qui concerne notamment le déroulement de carrière. Ces agents perçoivent la rémunération correspondant à leur grade qui leur sera versée par le Département.

Les agents du Département des Côtes d'Armor mis à disposition du syndicat mixte du Grand Légué demeurent statutairement employés par le Département, dans les conditions de statut et d'emplois qui sont les leurs.

Ils effectuent leur service pour le compte du syndicat mixte du Grand Légué, bénéficiaire de la mise à disposition, selon les modalités prévues par la présente convention.

#### **Article 4 – Instructions adressées aux directeurs et chefs de services mis à disposition**

Le Président du Syndicat Mixte du Grand Légué pourra adresser au Directeur des Infrastructures du Département des Côtes d'Armor toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches et des missions qu'il confie aux agents mis à disposition.

Le Directeur des Infrastructures contrôle l'exécution des missions des agents placés sous sa responsabilité.

#### **Article 5 – Délégations de signature consenties à la direction des services mis à disposition**

Conformément aux dispositions de l'article L 5721-9 du code général des collectivités territoriales, le Président du Syndicat Mixte du Grand Légué peut, le cas échéant, donner sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux agents mis à disposition pour l'exécution des missions qu'il leur confie en application de l'article 4 de la présente convention.

#### **Article 6 – Modalités financières de la mise à disposition**

La mise à disposition des agents par le Département au profit du Syndicat Mixte du Grand Légué s'effectue à titre onéreux arrêté à la somme de 40 552 €, décomposé comme suit :

- 0,6ETP d'un agent technicien (cadre B), pour un montant arrêté à la somme de 33 572 € annuels.
- 0,02 ETP du directeur des Infrastructures (Cadre A), pour un montant arrêté à la somme de 1 860 € annuels.
- 0,08 ETP du chef de service Grands Travaux (Cadre A), pour un montant arrêté à la somme de 5 120 € annuels.

Le versement se fera sur présentation d'un certificat administratif émis par le Conseil départemental attestant de l'effectivité de la mission et d'un titre annuel lors du dernier trimestre de l'année concernée.

La mise à disposition des services supports s'effectue à titre gracieux pour toute la durée de la présente convention.

#### **Article 7 – Entrée en vigueur et durée de la convention**

La présente convention prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018 jusqu'à l'achèvement des travaux de réalisation du 4<sup>ème</sup> quai de commerce au Port du Légué.

## **Article 8 – Dénonciation**

La présente convention peut être dénoncée par chacune des deux parties en respectant un préavis de 3 mois.

## **Article 9 – Gestion des litiges**

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif de RENNES.

Fait en double exemplaires originaux  
à SAINT-BRIEUC,  
le

Le Président du Syndicat Mixte  
du Grand Légué,

Le Président du Département  
des Côtes d'Armor,  
Pour le Président et par délégation,  
Le Premier Vice-Président,

Alain CADEC

Thibaut GUIGNARD

# **Syndicat mixte du grand Légué**

## **Recrutement d'un poste de Directeur (ice)**

**Intitulé du poste** : Directeur (ice) du Syndicat Mixte du Grand Légué

**Cadre d'emploi** : A ADMINISTRATIF OU TECHNIQUE

**Origine du poste** : statutaire

**Activité sédentaire ou mobile** : Mobile

**Taux d'emploi** : Temps non complet – 17H30/sem

**Astreintes particulières** : Néant

**Prévention des risques (observations particulières)** : Néant

**Lieu d'affectation** : Saint-Brieuc.

**Temps de travail** : temps non complet – 17h30/semaine

**Responsable hiérarchique** : Le Président du Syndicat mixte

### **Raison d'être du poste** :

Le syndicat mixte du grand Légué a été créé en 2014 afin de mettre en œuvre les orientations adoptées dans un Plan de Référence pour l'avenir du Légué adopté en 2005. Il remplit, à cette fin, trois missions principales : la gouvernance à l'échelle du périmètre de plan de référence du port du Légué, la maîtrise d'ouvrage des projets transversaux (en particulier la réalisation du 4ème quai dont les études sont en cours) et l'autorité portuaire du port de plaisance et de la réparation navale par délégation de compétence de la Région Bretagne.

Véritable outil commun voulu par les élus des collectivités au service de la valorisation du Légué dans ses composantes portuaires (5 ème port de commerce de Bretagne, grand port de plaisance de Bretagne nord) et urbaines, il joue un rôle majeur pour le développement économique de cet espace.

Le ou la Directeur (ice) aura en charge le pilotage quotidien du syndicat mixte, en relation étroite avec les élus et les services administratifs des trois collectivités membres (Région Bretagne, Département des Côtes d'Armor et l'Agglomération de St Brieuc).

Le personnel du Syndicat Mixte se compose actuellement d'un agent B administratif à mi-temps.

---

### **Missions principales :**

- Animation et pilotage du Syndicat Mixte ;
- Préparation et rédaction des actes administratifs et techniques et suivi administratif du syndicat en lien avec l'assistante administrative.
- Préparation et rédaction des documents budgétaires et comptables ; suivi budgétaire et comptable
- Préparation des conseils syndicaux (ordre du jour, dossiers des délégués, rapports, comptes-rendus

et délibérations) ;

- Pilotage et suivi de la délégation de service public pour le port de plaisance ;
- Pilotage, en maîtrise d'ouvrage, des opérations liées aux projets transversaux (dont la réalisation du 4ème quai) en lien avec les services des collectivités mis à disposition ;
- Participation, en lien avec la Région, à l'organisation du Conseil portuaire du Légué ;
- Préparation des marchés publics : préparation et suivi des procédures de la commande publique, organisation des Commissions d'Appel d'Offres, suivi et paiement des marchés ;
- Animation et développement des partenariats ;
- encadrement de l'assistante administrative du Syndicat mixte.

**Missions annexes :**

- Assistance et conseil aux élus
- Accueil, renseignement et relation avec les usagers, les riverains, les concessionnaires.

**Qualifications et qualités souhaitées :**

- Formation en adéquation avec les missions indiquées,
- expérience professionnelle requise dans les domaines précités,
- capacité de synthèse et de rédaction,
- sens de l'organisation, et de la négociation,
- une connaissance des logiciels budgétaires et comptables (type Coriolis, Progos...), bureautiques (type Libre-office).

Pour tous renseignements, s'adresser à M. LE FUR, par téléphone au 02.96.62.80.16 ou par e-mail : JeanPhilippe.LEFUR@cotesdarmor.fr

Adresser la lettre de motivation manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae ainsi que le dernier arrêté de situation administrative pour le \*\*\*\*\* dernier délai.

**à Monsieur le Président du Syndicat Mixte du Grand Légué**

**Direction des infrastructures,**

**9 place du Général de Gaulle**

**BP 2371**

**22023 SAINT-BRIEUC CEDEX 1.**